



SNTRS Informations

Bulletin d'Information du SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif
Tel : 01 49 58 35 85 – Télécopie : 01 49 58 35 33 – Mel : sntrscgt@vjf.cnrs.fr – Web : www.sntrs.fr

N°120 du 14 décembre 2007

Spécial **Comptes Rendus**

SOMMAIRE

- Compte rendu de la rencontre au ministère du 6 décembre 2007 de la délégation intersyndicale avec le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
- Mémoire intersyndical réuni au Ministère le 6 décembre 2007
- Conférence de presse intersyndicale le 12 décembre 2007
- Point sur les actions et manifestations du 6 décembre 2007 dans les régions

*Compte rendu de l'entrevue le 6 décembre 2007
de la délégation intersyndicale
avec le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche*

Cette entrevue a eu lieu à l'issue de la manifestation parisienne du 6/12/2007 contre la LRU et les menaces contre les EPST qui a été un succès. Environ 5000 personnes selon la police ont participé à cette manifestation (personnels des universités, étudiants et personnels des EPST surtout du CNRS). La rencontre avec le ministère a été précédée par des provocations de celui-ci à l'égard des syndicats : refus de laisser entrer la délégation par la porte de la cour ministérielle, près de 40 minutes d'attente pour que le ministère, selon la police, détermine la porte par laquelle pouvait entrer les syndicats ! Un grand parcours dans les bâtiments du ministère pour atteindre la salle désignée pour l'entrevue.

La délégation comprenait des représentants du SNTRS-CGT (Michel PIERRE) du SNEsup-FSU, du SNCS-FSU, de l'UNSA, de SUD, de SLR, de SLU. Le ministère était représenté par le Directeur du Cabinet, Mr GILLET, et la conseillère pour les relations avec les syndicats, Mme Marchand.

La délégation a d'abord protesté contre les provocations rappelées ci-dessus. Puis elle a transmis le mémorandum en 10 points qui avait été adopté le matin en intersyndicale. Le SNTRS a remis le tract « N'acceptons pas que les EPST soient vidés de leur substance ». La délégation a réclamé l'ouverture de négociations sur la LRU avec 3 points préalables :

1. moratoire pour l'application du texte actuel de la LRU.
2. crédits incitatifs de l'ANR majoritairement transformés en crédits récurrents pour les universités et les EPST.
3. création significative de postes de titulaires pour les universités et les EPST à partir des crédits figurant dans la loi de finances.

Le SNTRS-CGT, qui estimait que la défense des EPST n'était pas suffisamment mise en évidence dans le mémorandum, a demandé que le ministère renonce à démanteler le CNRS voire les autres EPST en abandonnant le projet de transfert des UMR vers les universités.

Les représentants du ministère ont répondu que sur la demande d'ouverture de négociations et les 3 points, ils ne pouvaient répondre sans en référer à la ministre. Ils lui transmettraient notre demande.

Sur le CNRS et les EPST, le Directeur du Cabinet a répondu qu'il s'agissait de rumeurs non fondées. Le ministère n'a pas l'intention de démembrer le CNRS. La question posée est seulement de simplifier la gestion administrative qui est lourde.

Le SNTRS a fait remarquer que le ministère serait plus crédible si le Directeur Général du Ministère pour la Recherche ne disait pas le contraire au Conseil d'Administration du CNRS, si le Comité D'Aubert n'avait pas été mis en place et si le CNRS n'avait pas annoncé sa volonté de trier les UMR qui pourraient être transférés aux Universités.

Le SNEsup a alors proposé de transformer l'entrevue du lendemain prévue entre le SNEsup et la ministre en une rencontre des syndicats présents ici avec la ministre. Les représentants du ministère ont dit qu'ils transmettraient la proposition à la ministre. Nous n'avons pas eu de suite à cette proposition.

La délégation intersyndicale s'est alors retirée et a été rendre compte aux manifestants qui les attendaient devant le ministère. La délégation a appelé à poursuivre l'action sur les sites universitaires et annoncé que les syndicats allaient travailler à une nouvelle initiative d'envergure nationale.

MEMORANDUM UNITAIRE EN 10 POINTS

Ces 10 points solidaires entre eux s'inscrivent dans l'engagement des organisations signataires des appels à manifester le 6/12 nombreuses engagées depuis le début de l'été contre la logique de la loi LRU, et toutes dans une visée de transformation démocratique de l'enseignement supérieur et recherche.
Ils s'appuient sur les mobilisations des personnels et des étudiants.

- 1) Organiser la convergence de l'ensemble des formations post-baccalauréat aujourd'hui dispersées entre universités, CPGE, Ecoles d'ingénieurs, formations paramédicales, etc.
- 2) Renforcer à la fois les universités et les organismes de recherche. Développer les coopérations universités-organismes de recherche, articulées sur des UMR aux personnels de statuts variés (chercheurs et enseignants-chercheurs, ...) dans le cadre de la fonction publique d'Etat.
- 3) Renforcer la collégialité (au contraire de la logique managériale) comme principe d'organisation au sein du service public d'enseignement supérieur et de recherche avec des conseils élus, largement représentatifs, et dans les instances d'évaluation et de recrutement.
- 4) Doubler en 3 ans les moyens d'encadrement en personnels enseignants statutaires dans le cycle L. Transformer le LMD, améliorer sa lisibilité et assurer pour tous les diplômés les droits effectifs à poursuite d'études.
- 5) Organiser les synergies et la complémentarité des universités sur une base territoriale excluant leur mise en concurrence et l'organisation d'un système d'enseignement supérieur à plusieurs vitesses. Amplifier l'activité des écoles doctorales nécessaires dans toutes les universités qui doivent permettre d'aller vers 15000 thèses soutenues par an, à l'horizon 2012.
- 6) Donner les moyens financiers, technologiques ; recruter et former les personnels pour un renouvellement des pédagogies dans l'enseignement supérieur, diversifiées selon les champs disciplinaires.
- 7) Lancer un plan pluriannuel de recrutements d'enseignants-chercheurs et de personnels BIATOS pour les universités et les organismes (à hauteur de 5000 emplois/an), et fonder les recrutements d'enseignants-chercheurs sur des instances élues paritaires organisées sur la base des sections du CNU. Combattre le précarité.
- 8) Augmenter le financement de l'enseignement supérieur et de la recherche sur budget de l'Etat ramenant l'ANR à un rôle d'appoint, harmoniser sa répartition entre les établissements sous le contrôle d'instances élues, telles le CNESER et le CSRT.
- 9) Réhabiliter les bâtiments universitaires vétustes, construire des équipements adaptés permettant l'amélioration de la vie étudiante, le travail scientifique et pédagogique des personnels et l'insertion des universités au cœur de la cité.
- 10) Faire adopter au parlement un moratoire sur la loi LRU préalable à un « Grenelle de l'enseignement supérieur et de la recherche », permettant d'associer le dynamisme de toute la communauté universitaire à une nouvelle « loi-programme » et à sa mise en œuvre.

Signataires: FSU (SNESUP, SNCS, SNASUB, SNETAP, SNEP), UNSA (Sup' recherche, SNPTES), SNTRS-CGT, Solidaire (Sud-Education, Sud-Recherche), SLR, SLU

Conférence de presse du 12 décembre 2007 devant le Ministère

Devant le ministère, sourd jusqu'ici à leurs demandes, les organisations et associations à l'initiative du mémorandum ont interpellé la Ministre et ont tenue une conférence de presse devant le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche le mercredi 11 décembre 2007. A cette occasion, ils ont appelé les personnels à accentuer les actions notamment par une journée de grève et de manifestation à la mi-janvier 2008. Syndicats et associations présentes; SLR, SLU, SNESUP, SNCS, SNASUB, SNTRS-CGT

Point sur les actions et manifestations du 6 décembre 2007 dans les régions

Etabli sur la base des informations reçues des camarades en régions

Lyon

En gros, un millier de manifestants a Lyon ce jeudi 6 décembre participation des personnels non négligeable (Bellecour à préfecture via les quais et Lyon 2 sous "protection" CRS !!
Action médiatique le mardi 11 à 12h30 Bellecour (initiée par SLR)
Bernard Blanc

Lyon toujours : environ 200 participants a l'action médiatique initiée par SLR avec CGT, SUD, FSU et les comités de mobilisation Lyon 1, 2 NS LSH et sciences aujourd'hui jeudi 11 décembre de 12h30 à 13h30 à Bellecour Abrogation LRU, une "autre réforme est possible", "une autre reforme est nécessaire" (j'espère avoir des photos prochainement)

L'université Claude Bernard Lyon 1 rebaptisée université Bill Gates-Microsoft vient de signer un partenariat avec Lyon I

Caen

Quelques infos sur la manifestation caennaise transmises par Padoue Salmero (FERC-SUP): "la manif a regroupé entre 1000 et 1500, j'ai du mal à évaluer. Elle est allée au MEDEF près du Mémorial en passant par le calvaire St Pierre et la 4 voies du Campus 2 au rond point du Débarquement. J'y ai vu des personnels CNRS surtout de la MRSH" Pas de participation du GANIL, manque de temps pour préparer et nous ne sommes pas sur le campus universitaire, de plus un conseil de laboratoire était programmé aux heures de la manif.
Michel Lion

Rennes

A Rennes, manifestation du 06 décembre CONTRE LA LRU ET POUR LA RECHERCHE : Personnels des universités, des organismes de recherche, et étudiants, nous étions une quarantaine au rassemblement devant la délégation régionale du CNRS. Nous y avons déposé une motion adoptée en AG des personnels (70 personnes) lundi 03 décembre. La manifestation s'est poursuivie avec arrêt devant la préfecture de région, puis s'est réunie avec la manifestation de 600 lycéens contre la LRU et la réforme du BEP, pour se terminer ensemble devant la Présidence de l'Université de Rennes 1. Impressionnants comme nous sommes... on n'a pas ouvert à notre délégation pour déposer la motion, que nous avons laissée sous la porte. Une manifestation intéressante avec ses 4 générations, mais qui reflète, malgré nos efforts accrus des semaines dernières, une mobilisation faible de la part des personnels, et décriée par rapport au rassemblement du 18 octobre devant le CNRS qui avait compté 100 personnes.

Marseille

Jeudi 06/12:

Fac St Charles (de 9H à 11H):L'intersyndicale s'est réunie pour régler les problèmes d'organisation de la manif (cortège, service d'ordre...).Fac St Charles (de 11H à 13H): AG des personnels Près de 500 personnes dans l'amphi. La majorité était des étudiants. Décisions des personnels (120 personnes):

- Mise en place d'un référendum sur la LRU
- Avis des 3 conseils (CA, CEVU, CS) et du président sur la LRU

- Action de la journée (grève et manif)
 - Grève pour le vendredi 7 décembre
 - Un manque cruel des personnels des EPST a été observé
- Préfecture (11H30): Une délégation a été reçue (SNTRS, SNESUP, Ferc Sup)

La manifestation de jeudi après midi:

- 4 000 manifestants. Majoritairement des étudiants et des lycéens qui sont eux mobilisés depuis plus de 10 jours maintenant
- 200 à 250 universitaires (IATOSS et enseignants)
- 50 à 80 personnels des EPST (chercheurs et ITA)

Fac St Charles (17H30): Un CA devait se tenir. Les étudiants (environ 50) ont manifesté devant le bâtiment administratif et ont obtenu le report de l'AG.

2 propositions leur ont été formulées pour qu'ils puissent s'exprimer, mais ils les ont toutes deux rejetées:

- Une délégation d'étudiants au CA
- Des entretiens d'1 heure avec le VPt du CA (par groupe de 10)

Vendredi 7/12:

Fac St Jérôme (de 12H30 à 14H): réunion intersyndicale (SNCS, Ferc Sup SNESUP, SNTRS, Sud Education + une non-syndiquée):

- Mise en place d'un "Collectif St Jérôme" (SLU trop réducteur)
- Mise en place d'une réunion d'information pour le 11/12
- Diffusion du tract d'appel à cette réunion le matin du 11.

Fac Luminy (matin):

Tenue d'une table pour faire signer la pétition abrogation LRU. 100 signatures recueillies.

Lundi 10/12:

Fac St Charles (matin): AG des personnels- Reconduction de la grève au moins pour cette après-midi

- Intervention à l'inauguration de la gare Saint-Charles (RDV pris à 14h au grand amphi). Débat sur l'organisation d'un référendum sur la loi, des thèmes à proposer et du mode d'organisation. A finalement été voté de suivre le point de vue de la coordination qui se réunira à Paris samedi et donc d'y envoyer des mandatés non-encore désignés.

Fac St Charles: AG des étudiants

Le blocage total de la Fac a été revoté. Il faut constater que de moins en moins d'étudiants participent aux AG à St Charles. Et cette fois-ci, le blocage totale a été voté à 3 voix d'écart (pour 175 votants sur 3225 étudiants inscrits).

Mardi 11/12:

Fac St Charles:

Le Président de U1 a mis en place une consultation internet de tous les étudiants inscrits sur leur volonté de reprendre les cours. Cette consultation se déroule depuis 8H et se tiendra jusqu'à vendredi à la même heure. La Ferc Sup a notamment rappelé la dernière déclaration de la CNIL concernant se système de vote.

Fac St Jérôme (de 8H15 à 10H30):

Distribution de 600 tracts appel à la réunion d'information tenue le même jour. Le tract a été distribué par le collectif à la Fac (3 personnes) et à l'IUT (2 personnes).

Fac St Jérôme (de 12H30 à 14H30): Réunion d'information des personnels sur la LRU

- 70 personnes (dont une quinzaine d'étudiants)
- Diffusion vidéo de 2 extraits du film "Universités, le grand soir"
- Diffusion du diaporama de L'Officiel de la Recherche et du Supérieur
- Thèmes abordés: Compétitivité des universités, comité de sélection, recrutement de hors statut, attribution des primes, les promotions...
- L'articulation avec les réformes des EPST a été rapidement abordée
- Une demande d'intervention dans les laboratoires par un syndicat, par les enseignants a été faite
- Une critique de non mobilisation des enseignants à coté des étudiants lors du CPE a été faite
- Demande d'implication dans le collectif (pas de réponse)

- Quelqu'un a fait part d'un argument provocateur qui a été utilisé pour mobiliser dans le labo d'un de ses collègues: "Imaginez que la CGT devienne majoritaire!"
- Le CA de U3 se tenant vendredi, et devant signer les nouveaux statuts de la Fac, l'action d'investir le CA pour faire au moins retarder le vote a été proposé. 10 personnes seulement ont accepté l'idée. Donc ça ne se fera pas.
- Les personnels ont été informés que U3 allait procéder à l'élection du nouveau CA le 7 février.
- Les personnels ont été informés que 2 UFR sur U1 vont mettre en place en référendum d'ici la fin de la semaine.

Pour rappel à AIX: Le site de la Fac Shumann d'Aix (U1) est maintenant fermé depuis 1 mois!

EN CONCLUSION: Les lycéens, entrés dans l'action depuis peu, relancent le mouvement. Cependant, les étudiants se désinvestissent (comme à St Jérôme qui ont abandonnés) et les personnels ne s'investissent pas. Nous nous retrouvons dans une situation où les personnels manquent d'informations et ne viennent pas s'informer, et où personne ne veut s'impliquer, personnes ne veut faire, mis à part les initiateurs des différentes actions qui s'épuisent de voir qu'ils ne font que brasser du vent!